

# ► Pratiques prometteuses de recrutement équitable

Avril 2021

## Inde - Liste noire d'employeurs et de recruteurs à l'étranger pour protéger les travailleurs migrants indiens

### Points essentiels

- Le système met sur liste noire des entreprises et agences étrangères ayant porté atteinte aux droits de travailleurs migrants indiens sans que les litiges y afférents n'aient pu être résolus par l'entremise du recruteur indien
- Les agences et employeurs étrangers inscrits sur la liste noire ne peuvent plus recruter de travailleurs migrants en provenance d'Inde
- La menace de sanctions contre les recruteurs indiens les incite à mener des vérifications préalables auprès des agences et employeurs étrangers
- La réplication par d'autres pays d'origine pourrait inciter les employeurs des pays de destination à adhérer aux normes de recrutement et d'emploi

### Focus

**Pilier de l'Initiative:** Améliorer les lois, les politiques et leur application pour promouvoir le recrutement équitable

**Secteurs:** Tous

**Pays:** Inde

**Organisation responsable:** Ministère des Affaires étrangères, Gouvernement de l'Inde

### Description de la pratique

Le gouvernement indien a créé un système de liste noire pour les agences de recrutement et les employeurs étrangers ayant porté atteinte aux droits de travailleurs migrants indiens. S'il existe une plainte pour atteinte aux droits contre une agence ou un employeur étranger déposée par des travailleurs migrants, il revient dans un premier temps au recruteur indien de tenter de résoudre le litige. Le recruteur fautif peut faire face à la suspension de sa licence, voire à la saisie de sa garantie bancaire. Cela incite les recruteurs indiens à mener des vérifications préalables auprès des agences et employeurs étrangers.



Des travailleuses migrantes d'Asie du Sud et du Sud-Est prennent leur pause déjeuner dans une usine de confection de Jordanie.

© OIT

## Effets constatés/Avancement

Le système d'autorisation migratoire mis en place empêche les employeurs et les agences sans scrupules de recruter en Inde, protégeant ainsi les futurs travailleurs migrants d'une éventuelle exploitation par ces employeurs et agences. La transparence est garantie en rendant accessible au public, sur le site Internet du gouvernement, la liste dite de « catégorie d'approbation préalable » (*Prior Approval Category-PAC*), qui répertorie les employeurs impliqués dans des irrégularités de recrutement.

En janvier 2021, 706 employeurs et agences de 16 pays figuraient sur la liste PAC. Celle-ci comprend des employeurs individuels, ainsi que des petites, moyennes et grandes entreprises bien établies, voire des multinationales. Certaines de ces entreprises bénéficient même d'une certification ISO et de gros contrats gouvernementaux, et leur inscription sur cette liste les incite à remédier à ces irrégularités liées au recrutement.

## Autres dispositifs prometteurs

### Potentiel de réplcation

Les Bureaux de pays de l'OIT pour le Népal et les Philippines disposent de listes similaires d'employeurs et de recruteurs ayant porté atteinte aux droits de travailleurs migrants à l'étranger. La réplcation de cette initiative dans d'autres pays d'origine et par le biais d'initiatives telles que le processus de Colombo pourrait inciter les employeurs des pays de destination à adhérer aux normes de recrutement et d'emploi.

### Nouveauté/Niveau d'innovation

Cette pratique fournit un moyen simple et efficace de pression sur les employeurs et encourage les recruteurs indiens à mener des vérifications préalables avant de s'engager avec des employeurs et/ou des recruteurs étrangers. Le fait de rendre ces informations accessibles au public crée également des opportunités de partage des informations avec d'autres pays d'origine et de protection de l'ensemble des travailleurs migrants contre de tels employeurs.

### Non-discrimination/Inclusion des migrants difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

Les employeurs à destination se rendant coupables d'atteintes aux droits et se montrant récalcitrants à résoudre les problèmes ainsi causés peuvent tenter d'approcher les groupes de travailleurs les moins informés et les plus vulnérables.



Des travailleurs migrants attachent des tiges métalliques sur un chantier de construction du Qatar. © OIT/Apex Image

Le système électronique d'autorisation migratoire dans le pays d'origine empêche automatiquement ces employeurs de recruter en Inde, protégeant ainsi les travailleurs migrants indiens les plus vulnérables.

## Ressources

La liste PAC est disponible à l'adresse suivante:  
<https://emigrate.gov.in/restricted/pacList.action>

[Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable et Définition des commissions de recrutement et frais connexes.](#)

### Cinq ans d'Initiative sur le recrutement équitable

- Cette pratique prometteuse fait partie d'une série résultant du bilan entrepris cinq ans après le lancement de l'Initiative sur le recrutement équitable.
- La vision de l'Initiative est de s'assurer que les pratiques de recrutement au niveau national et transfrontalier sont fondées sur les normes du travail, qu'elles sont élaborées par le biais du dialogue social et qu'elles garantissent l'égalité des genres. Plus précisément, elles:
  1. Sont transparentes et efficacement réglementées, contrôlées et appliquées;
  2. Protègent tous les droits des travailleurs, y compris les Principes et droits fondamentaux au travail, et préviennent la traite des êtres humains et le travail forcé;
  3. Informent et répondent efficacement aux politiques de l'emploi et aux besoins du marché du travail, y compris pour la reprise et la résilience.

### Coordonnées

Bureau international du Travail  
Route des Morillons 4  
CH-1211 Genève 22  
Suisse

Département des conditions de travail  
et de l'égalité

E: [fairrecruitmentinitiative@ilo.org](mailto:fairrecruitmentinitiative@ilo.org)